

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
Société AGORA
Commune de Roye-sur-Matz**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 124-4, L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. R. 512-54 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juillet 2016 délivré à la société AGORA pour l'exploitation de silos de stockage de céréales et d'engrais sur le territoire de la commune de Roye-sur-Matz, et, en particulier son article 10.1.2 et 10.1.6 qui dispose :

« les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion de détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 12 novembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

- Lors de la visite d'inspection du 20 septembre 2024, il a été constaté que la case dédiée au stockage d'ammonitrates site n'est pas dotée d'une détection automatique incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz ;
- Les dispositions de l'article 10.1.6 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ne sont pas respectées ;
- Ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement dans la mesure ils sont en lien avec une possibilité d'incendie ou d'explosion ;

- Face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société AGORA de respecter les prescriptions de l'article 10.1.6 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral d'autorisation, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société AGORA exploitant des stockages de céréales et d'engrais sur le territoire de la commune de Roye-sur-Matz est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 10.1.6 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé :

- en mettant en place une détection automatique d'incendie ou de combustion de détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz au niveau des magasins de stockage et notamment au sein de la case de stockage d'ammonitrates ;

dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Roye-sur-Matz pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Roye-sur-Matz fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Roye-sur-Matz, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région des Hauts-de-France et l'inspectrice de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **04 DEC. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société AGORA

Le sous-préfet de Compiègne

Le maire de la commune de Roye-sur-Matz

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

